



# TABLE DES MATIÈRES

Introduction.....	3
1. Questionnement théorique et recherche empirique .....	6
2. Analyser l'action collective dans la ville et sur la ville .....	11
<b>Chapitre 1</b>	
Éléments de problématique et perspective théorique.....	15
1.1 L'étude des mouvements sociaux dans un contexte urbain.....	21
1.2 Les acteurs sociaux .....	27
1.3 Les adversaires .....	35
1.4 Les enjeux.....	40
1.5 Conclusion.....	46
<b>Chapitre 2</b>	
Portrait historique des actions collectives à Montréal.....	49
2.1 L'émergence d'une société civile moderne .....	51
2.2 Les actions collectives de 1800 à 1900 .....	53
2.3 Le mouvement associatif québécois à partir de la fin du 18 <sup>e</sup> siècle .....	55
2.3.1 Une grande variété d'associations.....	55
2.3.2 Éléments d'analyse.....	57

## VIII

2.4 Les actions collectives de 1900 à 1960 .....	58
2.4.1 L'action collective ouvrière .....	58
2.4.2 L'action collective féministe et au féminin .....	61
2.4.3 L'action collective syndicale .....	63
2.4.4 Les actions collectives issues d'autres secteurs de la société civile .....	67
2.4.4.1 Les actions collectives au sein de la communauté noire .....	67
2.4.4.2 Le mouvement social issu des activités de l'Action catholique ...	69
2.4.4.3 L'expérience du University Settlement .....	71
2.4.4.4 La question environnementale .....	72
2.4.5 Éléments d'analyse .....	73
2.5 Les actions collectives de 1960 à 1980 .....	74
2.5.1 Les actions collectives conflictuelles revendiquant plus de justice sociale .....	77
2.5.2 Les actions collectives conflictuelles sur la question de l'environnement .....	81
2.6 Conclusion .....	83

**CHAPITRE 3**

Contexte institutionnel des années 1980, 1990 et 2000 .....	87
3.1 Les grandes restructurations économiques, territoriales et politiques .....	88
3.1.1 La crise du fordisme .....	88
3.1.2 La mondialisation .....	90
3.1.3 La métropolisation .....	92
3.1.4 La reconfiguration de l'État-nation .....	95
3.2 Les changements institutionnels des années 1980 à 2006 .....	98
3.2.1 Un bref rappel des changements des années 1970 .....	98
3.2.2 Les changements institutionnels des années 1980 à 2006 au Canada .....	100
3.2.2.1 Les années 1980 .....	100
3.2.2.2 Les années 1990 .....	104
3.2.2.3 La première moitié des années 2000 .....	106
3.2.3 Les changements institutionnels des années 1980-2006 au Québec .....	108
3.2.3.1 Les années 1980 .....	109
3.2.3.2 Les années 1990 .....	110
3.2.3.3 La première moitié des années 2000 .....	112

3.2.4 Les changements institutionnels des années 1980-2006 à Montréal .....	114
3.2.4.1 Les années 1980 et le début des années 1990 .....	115
3.2.4.2 La seconde moitié des années 1990. ....	116
3.2.4.3 La première moitié des années 2000 .....	117
<b>3.3 Conclusion.</b> .....	<b>119</b>

## **CHAPITRE 4**

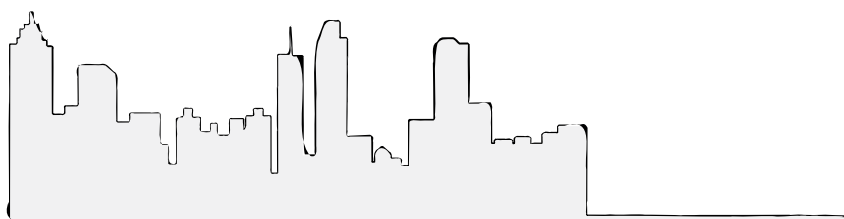
<b>Actions collectives et justice sociale.</b> .....	<b>121</b>
<b>4.1 Les enjeux et les lieux.</b> .....	<b>123</b>
4.1.1 Les enjeux .....	123
4.1.2 La localisation des conflits .....	125
<b>4.2 Les acteurs, les actions, les effets</b> .....	<b>126</b>
4.2.1 Les acteurs et les enjeux .....	126
4.2.2 Le répertoire d'action .....	129
4.2.3 Les effets visés. ....	130
<b>4.3 Les actions collectives liées aux enjeux de politiques sociales.</b> .....	<b>131</b>
4.3.1 Le contexte, les enjeux, les acteurs et les actions .....	131
4.3.1.1 La réforme de l'aide sociale des années 1980 .....	132
4.3.1.2 La réforme de l'aide sociale des années 1990. ....	135
4.3.1.3 La réforme des programmes sociaux du gouvernement fédéral des années 1990. ....	137
4.3.1.4 La loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale ....	138
4.3.2 Les répercussions .....	142
<b>4.4 Conclusion.</b> .....	<b>144</b>

## **CHAPITRE 5**

<b>Actions collectives et environnement</b> .....	<b>149</b>
<b>5.1 Les enjeux et les lieux.</b> .....	<b>151</b>
5.1.1 Les enjeux .....	151
5.1.2 La localisation des conflits .....	153
<b>5.2 Les acteurs, les actions, les effets</b> .....	<b>155</b>
5.2.1 Les acteurs .....	155
5.2.2 Les acteurs en fonction des enjeux .....	157
5.2.3 Le répertoire d'action .....	159
5.2.4 Les effets visés. ....	160

**X**

<b>5.3 Les actions collectives liées aux enjeux du transport.</b> . . . . .	<b>162</b>
5.3.1 Le contexte et les enjeux des actions collectives conflictuelles . . . .	<b>163</b>
5.3.1.1 Pour la démolition de l'échangeur des Pins. . . . .	<b>163</b>
5.3.1.2 Contre le transfert des vols de Mirabel à Dorval. . . . .	<b>165</b>
5.3.1.3 Contre la construction du pont de l'autoroute 25 . . . . .	<b>167</b>
5.3.1.4 La modernisation de la rue Notre-Dame. . . . .	<b>169</b>
5.3.2 Les répercussions . . . . .	<b>172</b>
<b>5.4 Conclusion.</b> . . . . .	<b>175</b>
<b>Conclusion générale</b> . . . . .	<b>179</b>
<b>Postface</b> . . . . .	<b>193</b>
<b>Annexe 1</b>	
L'inventaire des actions collectives conflictuelles en matière de justice sociale et d'environnement, Montréal 1980-2006 . . . . .	<b>195</b>
<b>Annexe 2</b>	
Tableau-synthèse des enjeux de justice sociale soulevés par des actions collectives conflictuelles, Montréal 1980-2006. . . .	<b>203</b>
<b>Annexe 3</b>	
Tableau-synthèse des enjeux environnementaux soulevés par des actions collectives conflictuelles, Montréal 1980-2006 . . . . .	<b>209</b>
<b>Bibliographie</b> . . . . .	<b>213</b>



Ce livre présente les résultats d'une recherche menée, de 2006 à 2010, par le Groupe de recherche sur l'action collective et les initiatives locales (GRACIL), sous la responsabilité de Richard Morin. Cette recherche intitulée « Les mouvements sociaux dans et sur la ville: le cas de Montréal » a été financée par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada (CRSH) que les auteurs tiennent à remercier. Ces derniers adressent aussi des remerciements au Réseau de recherche urbaine et régionale Villes Régions Monde (VRM), subventionné par le Fonds de recherche du Québec-Société et Culture (FRQSC) pour son appui financier à la publication de ce livre.

Par ailleurs, le projet de recherche sur lequel repose ce livre n'aurait pu être réalisé sans la contribution d'une équipe d'assistants de recherche compétents. Luba Serge, alors doctorante dans le programme « Special Individualized Studies » à l'Université Concordia, Marie-Christine Giroux, alors étudiante au programme de maîtrise en histoire de l'UQAM, ainsi que Yanick Noiseaux et Marco Silvestro, alors doctorants en sociologie à l'UQAM, ont participé à la recension des écrits. De plus, Moustapha Bamba, Luc Dancause, Antonin Margier et Driss Mbirkou, alors doctorants en études urbaines à l'UQAM, Isabelle Cuierrier, alors étudiante au programme de maîtrise en

études urbaines de l'UQAM, et Moustapha Faye, alors doctorant en sociologie à l'Université de Montréal, ont effectué la collecte de données et les premières analyses.

Luc Dancause et Moustapha Faye de même que Sarah Chenevert-Beaudoin, alors inscrite au programme de diplôme de deuxième cycle en développement économique communautaire de l'Université Concordia, et Nicolas Gauthier, alors étudiant au programme de baccalauréat en travail social à l'UQAM, ont collaboré à la rédaction des chapitres quatre et cinq de ce livre. Luc Dancause a aussi écrit l'annexe 1. Enfin, Gessica Gropp, étudiante au programme de maîtrise en études urbaines, a effectué une première révision du texte.

Pour terminer, les auteurs remercient leur collègue Eric Shragge de l'Université Concordia pour son précieux apport aux travaux du GRACIL.



## INTRODUCTION

**L'**action collective définie par sa complexité s'avère un enjeu pour lequel les théories sociologiques peinent à fournir des explications éclairantes. On ne dispose toujours pas, en dépit d'une véritable démultiplication du nombre d'études et de recherches sur les mouvements sociaux au cours des quarante dernières années, d'une théorie satisfaisante qui permette d'expliquer les ressorts ou les principaux déterminants à l'origine des mobilisations sociales. Certes, la théorie du choix rationnel, la mobilisation des ressources, la théorie cognitive, voire la théorie des nouveaux mouvements sociaux ou le pragmatisme mettent tous en avant des hypothèses spécifiques afin d'apporter une explication aux motivations profondes qui animent les acteurs sociaux qui se mobilisent. Ces théories prennent également en compte d'une manière particulière les facteurs contextuels et leurs incidences sur l'émergence ou le déroulement de l'action. Il n'en demeure pas moins que leurs thèses ne parviennent jamais à rendre compte entièrement non seulement de la complexité de l'action collective, mais aussi de ses ressorts ou des principaux facteurs qui déclenchent ultimement l'action.

Qu'est-ce qui fait que des acteurs sociaux décident à un moment donné de passer à l'action? Pourquoi choisissent-ils de se mobiliser dans une

conjoncture donnée ? Pourquoi attendent-ils, parfois durant plusieurs années, avant de dénoncer les pouvoirs dominants en vue de mettre fin à des injustices sociales ? Qu'est-ce qui explique que le fruit est mûr ? Cela n'est pas qu'une affaire de temps et d'opportunité, même si le temps et les opportunités, comme les ressources d'ailleurs, sont certainement en cause. Enfin, comment se tissent les relations à travers l'histoire aux luttes passées ? Qu'est-ce qui explique qu'à un moment donné des acteurs sociaux choisissent de reprendre le flambeau de luttes déjà menées ? Est-ce qu'on doit accorder à la conjoncture un poids prépondérant ? Y a-t-il d'autres facteurs à prendre en compte ? Considérons, à titre d'exemple, le mouvement des femmes qui s'est manifesté avec succès autour du droit de vote au début du 20<sup>e</sup> siècle au Royaume-Uni et qui s'est disséminé par la suite également avec succès dans plusieurs pays pour s'atténuer et passer dans l'oubli avant de renaître au cours des années 1960. Comment se fait-il que les inégalités vécues, pas moins insupportables qu'auparavant, aient mis plusieurs décennies avant de se traduire à nouveau dans un engagement social au moyen de l'action collective ?

Prenant acte de ces lacunes et dans le but d'y remédier dans les limites de nos moyens, nous avons porté notre attention sur les mobilisations autour de questions générales de société et de problèmes urbains à partir du cas de Montréal en remontant aux années 1980<sup>1</sup>. Deux enjeux majeurs ont retenu notre attention à savoir la justice sociale (concernant notamment le logement, le système de bien-être social ou les relations ethniques) et l'environnement (que ce soit, entre autres, par rapport à la pollution urbaine, au recyclage ou au transport). Nous avons choisi d'examiner ces deux enjeux fondamentaux en considérant aussi bien les actions prenant place dans la ville – soulevant des problèmes généraux de société comme la pauvreté, l'immigration ou les gaz à effet de serre – que celles portant directement sur la ville – concernant des

---

1. Il est important de préciser que notre décision de partir des conflits et des affrontements publics s'explique aussi par le fait qu'on ne dispose pas d'un portrait général des actions collectives conflictuelles à Montréal par rapport aux questions générales de société et aux problèmes urbains. Ces dernières années, la majorité des études et des recherches ont traité du milieu communautaire et de l'économie sociale, laissant de côté les actions collectives conflictuelles.



questions urbaines comme la dégradation des conditions de logement, la démocratie locale ou l'aménagement de parcs.

Il s'agit là d'une distinction usuelle qu'on retrouve dans nombre de travaux de recherche urbaine. Il conviendrait certainement de la remettre en question étant donné que les enjeux dans la ville concernent de plus en plus également la gestion municipale des conflits ou, à certains degrés, le cadre urbain compte tenu du fait que nous vivons dans des sociétés fortement urbaines et où l'économie tertiaire est prépondérante. Cette distinction nous est néanmoins apparue valable étant donné l'histoire de la gestion du social dans les sociétés occidentales où le bien-être social et d'une manière plus générale le « welfare » sont généralement pris en compte par l'ensemble des paliers de l'État et concernent directement leur légitimité. Les problèmes sur la ville ont au départ nécessairement une portée plus limitée eu égard à la gestion des politiques sociales, du moins dans une représentation traditionnelle des choses. Cela ne veut pas dire pour autant que les problèmes sur la ville ont une ampleur moins grande ou que leur pertinence est moindre que les problèmes dans la ville. Il s'agit plutôt d'un angle d'observation différent.

Par ce livre sur les mobilisations sociales autour des enjeux de justice sociale et d'environnement à Montréal, notre intention est de mieux comprendre la portée de l'action collective conflictuelle. À quels enjeux spécifiques s'attaquent les mobilisations et les protestations sociales? Qu'est-ce que ces actions dans lesquelles s'engagent des centaines, voire des milliers de citoyens, parviennent à transformer? Est-ce qu'elles réussissent à établir une rupture avec les modes établis de régulation sociale et politique? Comment peut-on expliquer les difficultés que rencontrent les acteurs sociaux à ce sujet? Que nous apprend l'étude des luttes sociales dans le cas de Montréal depuis les années 1980? Est-ce que nous sommes davantage en mesure d'éclairer les fondements ou les principes qui sous-tendent l'action collective après avoir considéré le contenu et la forme des mobilisations sociales autour des enjeux de justice sociale et d'environnement? Est-ce que cela nous permet, finalement, de surmonter les lacunes auxquelles se sont butées les théories sociologiques de l'action collective et des mouvements sociaux au cours des quarante dernières années?

Avant de présenter le plan du livre, on doit préciser pourquoi nous avons voulu nous attarder sur l'action collective autour de problèmes sociaux et environnementaux dans la ville et sur la ville. Il est important à cet égard de présenter d'une manière succincte le contexte théorique et empirique dans lequel s'inscrit notre recherche.

## 1. QUESTIONNEMENT THÉORIQUE ET RECHERCHE EMPIRIQUE

L'étude de l'action collective et des mouvements sociaux ne soulève plus les passions qu'elle soulevait dans les années 1970 et 1980. Il y a plusieurs raisons à cela. Premièrement, depuis ces années, nous avons assisté à une interpénétration plus grande, d'un côté, de la tradition européenne tournée vers les thématiques identitaires, les rapports de classes et les finalités historiques de l'action collective et, de l'autre, la tradition nord-américaine alimentée par l'étude des problèmes sociaux et mettant l'accent avant tout sur les ressources et les difficultés organisationnelles inhérentes à l'action collective. Deuxièmement, nous avons observé un déplacement des préoccupations des chercheurs vers des questions empiriques et ethnographiques (auparavant les enjeux théoriques retenaient davantage leur attention). Troisièmement, la remise en question des grands schémas explicatifs par la critique postmoderne a eu pour effet de valoriser les théories de moyenne portée.

En s'additionnant ces trois changements ont bouleversé le champ de l'étude de l'action collective et des mouvements sociaux. Ils ont apaisé les polémiques qui traversaient ce domaine d'étude. Pour autant, ils n'ont pas conduit à une convergence ou à un consensus dans les stratégies de recherche et les interprétations fournies par les chercheurs. Les divisions demeurent parmi ces derniers concernant aussi bien la définition des méthodes d'enquête que l'étude de l'action elle-même. Comment doit-on examiner les contraintes de l'action ou les facteurs qui disposent à l'engagement? Quelle est la portée des mobilisations sociales en dernière analyse? Qu'est-ce que l'action collective réussit à changer d'une manière fondamentale?

Depuis le milieu des années 1970, les chercheurs ont revu les modèles d'analyse qui servaient auparavant à étudier l'action collective, s'engageant notamment dans des analyses comparatives plus nombreuses et

mieux documentées et multipliant les objets d'étude sous des angles divers (symboliques, culturels, identitaires, organisationnels). On a aussi poursuivi l'étude des ressorts de l'action en considérant aussi bien d'une manière plus fine les motivations des acteurs que les contextes de l'action.

Cela a permis de mettre au jour le fait que les phénomènes reliés à l'action collective composent une réalité des plus hétéroclites. Ceux-ci rassemblent des événements, des processus et des mécanismes nombreux et souvent coproduits qui s'articulent à de multiples dimensions aussi bien objectives que subjectives. En outre, l'inscription de l'action collective dans le champ institutionnel provoque des tensions que les acteurs sociaux ont beaucoup de mal à maîtriser. C'est ce qui permet d'expliquer, du moins en partie, le caractère ambivalent de l'action collective propre aux mouvements sociaux contemporains.

Pour autant, on ne retrouve pas de consensus parmi les chercheurs à cet égard; et cela, même si tous reconnaissent que l'engagement de ces acteurs – que l'on associe volontiers à des mouvements sociaux – est révélateur de conflits. C'est ce qui a conduit, dans le passé, des chercheurs comme A. Touraine et C. Offe, par exemple, à soutenir que les mouvements sociaux parvenaient à construire des espaces de reconnaissance sociale qui permettaient aux acteurs de devenir des agents autonomes et d'agir en conséquence. Pouvons-nous adhérer à une telle analyse encore aujourd'hui? Que nous apprend à ce sujet l'action collective autour des enjeux de justice sociale et d'environnement dans le cas de Montréal entre 1980 et 2006?

Nous avons choisi de nous pencher sur des acteurs qui s'intéressent à des problèmes qui, pour une bonne part, concernent la production de la ville. Même si l'étude de l'action collective par rapport aux enjeux urbains demeure très marginale à l'intérieur du champ d'étude des mouvements sociaux, sa pertinence sociale nous semble néanmoins très grande. Cela s'explique notamment par la place et le rôle que jouent les milieux urbains dans la vie de tous les jours.

Comme H. Lefebvre l'a mentionné à la fin des années 1960, nous sommes résolument passés à l'ère de la civilisation urbaine. Depuis quelques années maintenant, plus de 50% de la population mondiale vit dans les villes. C'est aussi l'importance accrue des grandes agglomérations

urbaines – les villes-régions – au sein des économies nationales qu'il faut souligner. C'est à partir de ces villes-régions que se restructurent les échanges sociaux, économiques et culturels à l'échelle globale.

Dans le passé, l'action collective sur la ville découlait d'une mobilisation des populations locales par rapport aux enjeux du développement urbain. Il s'agissait de lutter contre des injustices, mais aussi de promouvoir une autre conception de la ville que celle formulée tant par les élites économiques que politiques. Ces luttes ont contribué à transformer les représentations sociales de la ville en attirant l'attention des élus, des médias et de l'ensemble de la population sur les inégalités souvent engendrées par les politiques urbaines. Réitérant le principe du « droit à la ville », elles ont aussi permis de promouvoir des valeurs culturelles et sociales qui correspondaient davantage à la réalité diversifiée des quartiers urbains.

Cela dit, les mouvements urbains n'ont jamais constitué une réalité homogène, et ce, tant sur le plan social, idéologique qu'organisationnel. De plus, l'action collective par rapport à des objectifs de démocratisation de la gestion urbaine – ou encore définie en termes d'accessibilité ou d'amélioration des services de proximité pour les groupes sociaux les plus pauvres – n'a pas toujours atteint sa cible. Dans le cas de Montréal, malgré des victoires indéniables du côté du logement social, du transport en commun, de la mise en valeur du patrimoine ou d'une reconnaissance plus grande de la diversité culturelle, l'action a souvent souffert d'une prédominance accordée à sa portée locale. De surcroît, de manière générale en Amérique du Nord, en dépit d'un retour en ville des classes moyennes depuis les années 1980, les grandes agglomérations continuent de subir les contrecoups de l'étalement urbain. En résumé, à la lumière des idéaux de leurs acteurs – et tels qu'ils étaient formulés au cours des années 1960 et au début des années 1970 – il est certain que les mouvements urbains ne sont pas parvenus à transformer les villes en profondeur, c'est-à-dire dans le sens des demandes sociales.

Le contexte de partenariat et de gouvernance qui a prévalu à partir des années 1980 – et auquel les mouvements urbains ont su s'adapter d'une manière efficace lorsqu'ils n'en faisaient pas eux-mêmes la promotion – a entraîné une forte institutionnalisation des acteurs sociaux. Dès lors,

on constate que la marge de manœuvre des acteurs a souvent eu tendance à se rétrécir à la faveur des exigences administratives établies par les décideurs publics. Un accès plus facile à des ressources financières accrues peut alors facilement devenir un frein à la confrontation et au radicalisme de l'action. Que devient dès lors la capacité d'action de ces acteurs qui sont fortement intégrés à la gestion des programmes publics destinés à soutenir la gestion et le développement urbains? Sont-ils encore en mesure de transformer les milieux urbains et les cadres de vie dans le sens d'une plus grande justice sociale? Quelle est la continuité qui prévaut entre l'action collective qui s'est déroulée depuis les années 1980 et ce qui s'est passé auparavant, si on remonte à la fin du 18<sup>e</sup> siècle et que l'on considère ce qui a marqué l'avènement et les avancées de la modernité au Québec et à Montréal?

La sociologie des mouvements sociaux demeure un domaine d'étude des plus controversés. Toutefois, à elle seule la notion de mouvement social ne peut rendre compte de l'action collective aujourd'hui, en particulier si on considère celle qui prend forme sur le terrain institutionnel. En partant d'une définition «maximaliste» de la notion de mouvement social et des exigences qu'elle impose à l'analyse, une foule d'événements ou de processus sont négligés ou simplement ignorés, parce que la théorie les révèle insignifiants au départ. De ce point de vue, même si on peut évoquer qu'une tension entre le concept et sa matérialité est de mise comme on le verra au chapitre un, celle-ci ne peut suffire à rendre compte de la complexité de l'action. Les épreuves auxquelles font face les acteurs sociaux engagés dans l'action collective – sans parler de l'ambivalence qui caractérise leur engagement – correspondent mal à l'image d'homogénéité que véhicule invariablement la notion de mouvement social. Malgré cela, cette notion n'a pas moins contribué à promouvoir la sociologie des mouvements sociaux. Mais, comme toutes les notions en sociologie, elle demeure fortement marquée par l'usage que les chercheurs en ont fait.

Au-delà des controverses qui la caractérisent, la sociologie des mouvements sociaux a permis de dégager un certain nombre d'éléments de consensus parmi une majorité de chercheurs. Cela concerne aussi bien le rôle des organisations, la complexité de l'action, l'importance de l'identité et de la subjectivité dans la structuration des capacités

d'action que la nécessité de tenir compte du contexte et de l'action pour éclairer le sens des luttes et des mobilisations. À cet égard, la notion de mouvement social définie sous l'angle d'un construit théorique a joué un rôle indéniable.

Cela étant, il n'en demeure pas moins que la notion de mouvement social comporte un certain nombre de limites, à commencer par sa capacité à rendre compte du caractère ambivalent des pratiques sociales engagées sur le terrain institutionnel. Si on veut continuer de recourir à cette notion, il faudra donc trouver un moyen de dépasser ces limites.

Les processus sociaux engagés dans l'action collective sont dynamiques. À certains moments, dans certaines conjonctures, leur portée donne l'impression qu'on est en présence d'une réalité dotée d'une certaine densité, que la notion de mouvement social peut aider à saisir. Cela a été le cas des mouvements verts dans les années 1980 et des mouvements des femmes dans les années 1970. Dans le cas des mouvements urbains et de leur résurgence, la référence à la notion de mouvement social a pu aider, dans une certaine mesure, à dégager des éléments de continuité et de transformation des mobilisations sociales à l'échelle de la ville-région, de la ville ou des quartiers urbains.

Mais que nous apprennent les actions entreprises au cours des trente dernières années sur le terrain de la société civile dans le cas de Montréal? Quelle est la portée transformatrice des actions collectives conflictuelles qui s'y sont déroulées? Quels liens ont-elles entretenus avec les mobilisations et les luttes passées?

C'est afin d'apporter des éléments de réponse à ces questions que nous nous sommes engagés dans une enquête sur les actions collectives dans la ville et sur la ville par rapport aux enjeux de justice sociale et d'environnement. C'est ce dont le présent livre tente de rendre compte.

## **2. ANALYSER L'ACTION COLLECTIVE DANS LA VILLE ET SUR LA VILLE**

Au regard de ce qui précède, on doit mentionner que notre recherche repose sur la conviction que l'étude empirique des formes concrètes que

revêtent les pratiques sociales est indispensable à une compréhension de la contribution de l'action collective au changement social. C'est ce qui caractérise l'orientation fondamentale à la clé de la présente recherche. À cette fin, nous avons procédé à un inventaire des actions collectives conflictuelles en ayant recours, notamment, aux journaux montréalais qui nous ont permis de repérer les conflits et les mobilisations sociales.

En plus de la conclusion générale, nous avons subdivisé ce livre en cinq chapitres. Ceux-ci visent à rendre compte le plus fidèlement possible d'une démarche de recherche qui s'est déroulée sur plus de trois ans.

Le premier chapitre présente les principaux éléments de problématique et la perspective théorique à laquelle notre enquête a fait appel d'entrée de jeu. Notre objectif n'est pas de présenter une nouvelle théorie de l'action collective mais, beaucoup plus modestement, de rappeler en filigrane à partir d'une réalité sociale complexe certains doutes qui se dégagent de la sociologie des mouvements sociaux. En dépit de cela et d'une manière plus positive, ce chapitre est surtout l'occasion de clarifier quelques-unes des notions centrales auxquelles nous avons fait appel afin de définir notre démarche de recherche.

Le chapitre deux vise à situer dans son contexte historique le développement de l'action collective conflictuelle. Il s'agit ici de rappeler le rôle et l'importance de la société civile et des associations diverses – associations charitables aussi bien que syndicales – dans l'essor de la modernité et, surtout, de mettre en perspective leur développement. Les valeurs de solidarité, d'entraide et de justice sociale qui étaient présentes à l'époque perdurent à travers les décennies. Leurs formes et leurs modes d'expression peuvent être différents. Fondamentalement, ce sont des motivations similaires qui alimentent les acteurs sociaux.

Le chapitre trois aborde le contexte institutionnel de la période au cours de laquelle ont pris place les actions collectives conflictuelles qui ont fait l'objet de notre enquête (1980-2006). C'est l'occasion de rappeler les principales transformations socio-économiques à l'œuvre au cours de cette période. Mais aussi d'examiner les changements politiques survenus, en particulier en ce qui concerne la sécurité du revenu et le bien-être social de même que l'environnement. À cet égard, s'il est

important d'évaluer la nature des transformations qui ont marqué la gestion publique au Québec, il demeure essentiel de rappeler que celles-ci se sont déroulées dans un contexte de globalisation accrue.

Le chapitre quatre présente et analyse les enjeux de l'action collective conflictuelle par rapport à la justice sociale tant dans la ville que sur la ville. Si les répertoires d'action se révèlent très variés, les adversaires sont quant à eux plus prévisibles. Il s'agit surtout des diverses instances de l'État – en particulier le gouvernement fédéral et le gouvernement provincial, leurs ministères et organismes – de même que la Ville de Montréal et plus particulièrement certains services municipaux, même si à l'occasion certains gouvernements étrangers sont également interpellés.

Le chapitre cinq présente et analyse les enjeux de l'action collective conflictuelle relative aux questions environnementales. Si les répertoires d'action collective dans ce cas sont également diversifiés, les adversaires sont en général plus près des citoyens. La Ville de Montréal et certains de ses services sont plus souvent et plus directement en cause comparativement aux conflits autour des questions relatives à la justice sociale. En outre, la portée locale des conflits environnementaux est à souligner. La montée en généralité de l'action collective conflictuelle semble alors plus difficile à se manifester.

À noter, on trouvera en annexe une présentation de la méthode à partir de laquelle a été effectuée l'inventaire de l'action collective conflictuelle à l'aide des journaux. Même si cette méthode comporte de nombreuses limites, dont nous étions conscients dès le départ, nous avons néanmoins choisi d'y recourir étant donné qu'elle permet de fournir un portrait général de la situation à partir d'événements connus qu'une analyse des facteurs sous-jacents, de la trame historique et de la conjoncture permet de compléter.

L'étude de l'action collective conflictuelle nous révèle des acteurs sociaux qui adhèrent à des valeurs de partage, de solidarité, de démocratie et de justice sociale. Cela ne veut pas dire pour autant qu'ils réussissent à atteindre leurs objectifs fondamentaux. Ce sont même ces objectifs qui se révèlent en jeu dans la définition de l'action et des projets élaborés par les acteurs. Les difficultés auxquelles ils sont confrontés



dépassent souvent les ressources sociales et organisationnelles mises à leur disposition par les pouvoirs publics et, à l'occasion, par des instances de la société civile. Mais comment provoquer un changement qu'on a souvent du mal à définir ? À quels outils théoriques doit-on faire appel pour comprendre des pratiques sociales qui demeurent fortement influencées par le contexte social, politique et institutionnel dans lequel elles s'inscrivent ? C'est à ces questions que nous tentons ici d'apporter quelques éléments de réponse.